



## Pas besoin de Sugar Daddy mais d'une Social Security !

« Améliorez votre style de vie : sortez avec un sugar Daddy ». Plusieurs panneaux publicitaires du site internet ont été vus dans Bruxelles ce lundi 25 septembre 2017. La campagne du site de rencontre *Rich Meet Beautiful* s'adresse aux étudiantes et leur propose « d'améliorer leur style de vie en sortant avec un sugar daddy ». Le site RMB met en relation des étudiantes avec des hommes nantis en recherche de compagnie...et prêts à payer pour !

Nous allons bien évidemment déposer plainte au jury d'éthique publicitaire en osant espérer qu'il condamnera RMB. Cette pub choquante est le signe de la précarisation des conditions de vie des étudiantes ! Elle met en lumière les perspectives de jeunes poussés vers des situations de dépendance. **Un site de rencontre ne s'offusque même plus de s'appuyer sur la difficulté à payer ses études pour attirer des jeunes filles vers des relations « semi-tarifées » sous couvert de mécénat.** L'encouragement de la prostitution étudiante est une nouvelle limite franchie dans le recul des droits des femmes auquel nous assistons ces dernières années sous couvert d'austérité.

Le nombre d'étudiant-e-s belges touchant le Revenu d'Intégration Sociale (RIS) du CPAS est passé, entre 2002 et 2016, de 3.654 à 27.133, soit un chiffre multiplié par 7,4 en l'espace de 15 ans<sup>1</sup>. Cela témoigne de la paupérisation de certaines catégories d'étudiant-e-s.

En réaction à cela, au lieu de prendre des mesures adéquates pour renforcer l'autonomie financières des étudiant-e-s, le gouvernement fédéral traque les parents qui ne « donnent » pas assez à leurs enfants. Ainsi, **le gouvernement fédéral** (mesure de l'accord estival) **entend renforcer le contrôle des étudiant-e-s bénéficiant du Revenu d'Intégration**. L'inspection supervisera de manière plus stricte l'octroi du RIS aux étudiant-e-s et l'application de l'obligation d'entretien (récupération d'argent auprès des parents). Les CPAS qui n'effectuent pas assez de « récupérations » seront sanctionnés par une diminution des subventions fédérales octroyées pour le RIS.

Pour les Jeunes CSC et les Femmes CSC, cette affiche publicitaire scandaleuse doit inviter les acteurs publics à s'engager de manière urgente pour détruire les systèmes de dépendance et pour assurer aux étudiant-e-s un revenu décent. Actuellement, soit ils-elles travaillent pour financer leurs études, soit ils-elles dépendent des revenus des familles, soit l'Etat intervient via les bourses ou le CPAS. Celui ou celle qui n'est pas soutenu par ses parents rame avec une aide de l'Etat actuellement insuffisante et qui concerne trop peu d'étudiant-e-s et pourrait donc être tenté-e par des affiches publicitaires surfant sur le besoin d'argent. **Une solution pourrait être l'instauration d'une allocation d'autonomie qui permettrait de lutter contre l'inégalité d'accès aux études et d'autonomiser l'étudiant-e** dans ses choix par rapport à ses parents (et à leurs revenus), au CPAS, etc. Un revenu qui inscrirait aussi les étudiant-e-s dans la sécurité sociale, puisqu'il faut souligner que les étudiant-e-s sont les seuls adultes à n'être pas inclus-e-s dans la Sécu, allocations familiales mise à part (et ils perçoivent rarement directement celles-ci). Or, c'est hors de la sécurité sociale qu'explose les situations de dépendance!

### Contacts presse :

Gaëlle DEMEZ, Responsable Nationale des Femmes CSC, [gdemez@acv-csc.be](mailto:gdemez@acv-csc.be), 0486/868.198  
Ludovic VOET, Responsable National Jeunes CSC, [lvoet@acv-csc.be](mailto:lvoet@acv-csc.be), 0495/733.311

<sup>1</sup> <http://www.7sur7.be/7s7/fr/1502/Belgique/article/detail/3189237/2017/06/22/De-plus-en-plus-d-etudiants-au-CPAS-Interpellant.dhtml>

